

DOCUMENT EXTERNE  
Londres, janvier 1993

## COLOMBIE

"Disparition" d'un avocat défenseur des droits de l'homme - deux membres de la police judiciaire arrêtés

Alirio de Jesús Pedraza Bzeerra, avocat et défenseur des droits de l'homme, a "disparu" dans la nuit du 4 juillet 1990 à Bogotá. Selon plusieurs témoins oculaires, un groupe d'environ huit hommes vêtus en civil et lourdement armés se sont emparés de lui vers vingt-deux heures, alors qu'il sortait d'une boulangerie du centre commercial La Campiña situé dans le quartier de Suba, à Bogotá. Les individus armés seraient arrivés un peu plus tôt, dans trois voitures (dont une Chevrolet Trooper blanche et une Mazda noire). D'après certaines informations, deux des individus auraient décliné leur identité à deux policiers présents sur les lieux au moment de l'enlèvement d'Alirio Pedraza. Ce dernier aurait crié son nom tandis qu'on le poussait à l'intérieur de la Mazda.

Alirio Pedraza venait d'assister à une réunion du Comité de Solidaridad con los Presos Políticos (CSPP, Comité de solidarité avec les prisonniers politiques) dans le centre de Bogotá. Cet avocat de quarante ans, militant de longue date de cette organisation de défense des droits de l'homme, enquêtait sur un certain nombre de cas de violations des droits de l'homme imputés aux forces armées colombiennes. Il représentait des familles de paysans tués en mai 1988, lorsque des troupes appartenant au bataillon Luciano d'Elugar avaient ouvert le feu sur des centaines de paysans au cours d'un défilé de protestation à Llano Caliente, dans la région de Magdalena Medio (département de Santander). Alirio Pedraza venait également de s'occuper de plusieurs syndicalistes détenus et torturés par l'armée début mars à Cali (département de Valle del Cauca), qui étaient accusés de faire partie d'une organisation de guérilla. Par la suite, les charges pesant contre eux devaient être abandonnées. Selon leurs propres témoignages, ils ont été torturés alors qu'ils étaient prisonniers de la 3<sup>e</sup> brigade de l'armée, stationnée à Cali. L'avocat a aussi représenté des victimes et leurs familles dans un certain nombre d'autres cas de violations des droits de l'homme perpétrés par l'armée et la police colombiennes.

